



Mission régionale d'autorité environnementale

**Auvergne-Rhône-Alpes**

**Décision de la mission régionale d'autorité environnementale  
sur l'élaboration du plan de valorisation de l'architecture et  
du patrimoine (PVAP) de la commune de Bonne (74) par suite  
d'un recours gracieux formé par la commune de Bonne**

Décision n°2025-ARA-KKPP-4099

## **Décision sur le recours formé contre une décision après examen au cas par cas**

La mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD), qui en a délibéré lors de sa réunion collégiale du 28 octobre 2025.

Ont participé à la délibération: Pierre Baena, François Duval, Stéphanie Gaucherand, Anne Guillabert, Yves Majchrzak, Émilie Rasooly, Benoît Thomé et Véronique Wormser.

En application du règlement intérieur de la MRAe en date du 13 octobre 2020, chacun des membres délibérants cités ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans l'avis à donner sur le projet qui fait l'objet du présent avis.

Vu la directive n° 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, L. 122-5, R. 122-17 et R. 122-18 ;

Vu le décret n°2022-1025 du 20 juillet 2022 substituant la dénomination « Inspection générale de l'environnement et du développement durable » à la dénomination « Conseil général de l'environnement et du développement durable » ;

Vu le décret n° 2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 30 août 2022 portant approbation du règlement intérieur de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) en date des 9 février 2023, 4 avril 2023, 19 juillet 2023, 22 février 2024, 6 juin 2024, 29 août 2024, 20 septembre 2024, 3 décembre 2024, 10 avril 2025 et 7 juillet 2025 ;

Vu la décision du 17 décembre 2024 de la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes portant exercice de la délégation prévue à l'article 18 du décret n°2022-1165 du 20 août 2022 susvisé ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le n°2025-ARA-KKPP-4014, présentée le 5 août 2025 par la commune de Bonne (74), relative à la élaboration de son plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine (PVAP) ;

Vu la décision 2025-ARA-KKPP-4014 du [2 octobre 2025](#) de la MRAe Auvergne-Rhône-Alpes soumettant à évaluation environnementale l'élaboration du plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine (PVAP) de la commune de Bonne (74) ;

Vu le [courrier](#) de commune de Bonne envoyé le 7 octobre 2025 enregistré sous le n° 2025-ARA-KKPP-4099, portant recours contre la décision et le courrier complémentaire envoyé le 16 octobre 2025 ;

**Rappelant** que le projet d'élaboration du plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine (PVAP) a pour objet de définir les prescriptions applicables dans le périmètre du site patrimonial remarquable, il consistait en :

- un diagnostic comprenant un inventaire du patrimoine et des éléments paysagers sur le périmètre couvert par le plan ;
- un rapport de présentation des objectifs du plan, fondé sur ce diagnostic ;
- un règlement comprenant :
  - des prescriptions relatives à la qualité architecturale des constructions neuves ou existantes, notamment aux matériaux ainsi qu'à leur implantation, leur volumétrie et leurs abords ;
  - des règles relatives à la conservation ou à la mise en valeur du patrimoine bâti et des espaces naturels ou urbains ;
  - la délimitation des immeubles, espaces publics, monuments, sites, cours et jardins, l'identification des plantations et mobiliers urbains à protéger et à conserver, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural et les prescriptions permettant d'assurer leur conservation ou leur restauration ;
  - un document graphique faisant apparaître le périmètre couvert par le plan, une typologie des constructions, les immeubles protégés, bâtis ou non, dont la conservation, la restauration, la mise en valeur ou la requalification est imposée et, le cas échéant, les conditions spéciales relatives à l'implantation, à la morphologie, aux dimensions des constructions et aux matériaux du clos et couvert ;

**Rappelant** qu'à l'appui de sa décision du 2 octobre 2025 susvisée, l'Autorité environnementale avait considéré que :

- s'agissant des milieux naturels et de la biodiversité :
  - l'observatoire de la biodiversité de la région Auvergne Rhône-Alpes recensait plus de 160 espèces dans le secteur, dont plusieurs espèces protégées et 24 menacées ;
  - le PVAP comprenait plus de 7 ha d'espaces naturels classés en zone N dans le règlement graphique du PLU, lesquels comptaient près de 3,4 ha d'espaces boisés ;
  - le règlement du PVAP disposait pour les espaces non bâtis : « *2.b. Espaces boisés*
    - *La réduction d'un boisement est admise pour :*
      - *Remise en état agricole,*
      - *Restituer une perspective visuelle (par exemple vers Haute-Bonne),*
      - *Créer un cheminement piéton,*
      - *Permettre la lecture des paysages et des sites,*
    - *Conditions de la réduction :*
      - *Les parcelles déboisées sont en continuité avec un espace déjà agricole,*
      - *La suppression du couvert végétal ne porte pas atteinte à la stabilisation des sols,*
      - *Les limites des espaces défrichés sont soignées : reconstituer les lisières forestières (strates herbacées, arbustives, arborées) avec des limites souples » ;*
  - le règlement du PVAP ne garantissait pas la prise en compte des espèces protégées ;
  - le dossier ne concluait pas sur la présence ou non d'espèces protégées sur les secteurs susceptibles de faire l'objet d'une réduction d'un boisement prévue par le PVAP ; lorsqu'une espèce protégée était constatée ou susceptible d'être présente, le dossier ne concluait pas si une autorisation dérogatoire de destruction d'individus d'espèce protégée ou de leur habitat devait être obtenue et, dans l'affirmative, n'établissait pas que les conditions cumulatives requises étaient réunies, notamment une « *raison impérative d'intérêt public majeur* » ;
- s'agissant de la santé humaine, et plus précisément des risques sanitaires :
  - d'une part, s'agissant de la replantation de vignes :

- le règlement du PVAP disposait pour les espaces non bâtis : « 2.a. *Espaces ouverts naturels ou exploités (pâturage, fauche, culture) (...) L'entretien et le renouvellement des arbres fruitiers (pré-verger), voire l'installation de vignes, pour la mise en valeur du socle de présentation de Haute-Bonne est encouragé* » ;
- le règlement n'encadrait pas l'usage des sols concernant des vignes ; le rapport de présentation n'évaluait pas l'exposition de la population aux risques sanitaires liés à l'utilisation de produits phytosanitaires par la viticulture ;
- d'autre part, s'agissant des espèces allergènes, le règlement du PVAP comprenait en annexe une recommandation d'usage d'une palette végétale comprenant plusieurs espèces identifiées comme ayant un fort potentiel allergisant (par exemple aulne, charme, chêne, érable, frêne, noisetier, peuplier, platane, saule, tilleul) ; le 4e plan national santé environnement souligne que les maladies allergiques (respiratoires, cutanées et digestives) liées à l'environnement aérien ou alimentaire constituent un enjeu de santé publique et incite à réduire la présence et le développement de végétaux émetteurs de pollens allergisants ; il appartient à toute personne publique responsable d'un plan ou programme de veiller à ne pas promouvoir la plantation d'espèces allergènes dans les zones urbaines ou à urbaniser ;

**Considérant** qu'à l'appui de son recours, la personne publique responsable du PVAP a produit deux courriers en faisant valoir que :

- le PVAP a l'ambition d'avoir une forte valeur ajoutée à la fois patrimoniale, architecturale mais également environnementale ; en ce sens, l'esprit du PVAP initialement transmis n'envisageait que des réductions de boisement très limitées, au sud de Haute-Bonne, dans un objectif de restauration paysagère des anciens coteaux viticoles, sans porter préjudice à la biodiversité ;
- la commune reconnaissant la légitimité de la vigilance environnementale exprimée dans la décision du 2 octobre 2025 susvisée manifeste en conséquence la volonté de modifier le règlement du PVAP pour une meilleure prise en compte des enjeux environnementaux relevés :
  - afin de garantir la prise en compte des espèces protégées, la commune s'engage à modifier le règlement du PVAP pour ajouter une condition supplémentaire pour la réduction d'un boisement : « *la réduction du boisement ne doit pas nécessiter une autorisation dérogatoire de destructions d'individus d'espèces protégées ou de leurs habitats* » ;
  - afin de garantir une absence d'exposition de la population à ce type de risques sanitaires, la commune s'engage à modifier le règlement du PVAP pour interdire le traitement avec des produits phytosanitaires des vignes en cas de replantation ;
  - afin de garantir une absence d'exposition de la population à des risques sanitaires, la commune s'engage à modifier le règlement du PVAP pour corriger la palette végétale pour préciser quelles sont les espèces allergènes et les écarter dans les prescriptions de replantation ;

**Considérant** qu'il résulte des éléments complémentaires communiqués au soutien du recours que le PVAP, ainsi modifié n'est pas susceptible d'avoir une incidence notable sur l'environnement ;

**Concluant** qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par le requérant, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet d'élaboration du plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine (PVAP) de la commune de Bonne (74) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 sus-visée.

## **DÉCIDE :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

Le projet d'élaboration du plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine (PVAP) de la commune de Bonne (74), objet de la demande n° 2025-ARA-KKPP-4099, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

### **Article 2**

La présente décision ne dispense pas la procédure objet de la présente décision des autorisations et avis auxquels elle peut être soumise par ailleurs.

Elle ne dispense pas les éventuels projets rendus possibles par ce plan des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas de ce projet d'élaboration du plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine (PVAP) de la commune de Bonne (74) est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

### **Article 3**

La présente décision sera mise en ligne sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale. En outre, en application de l'article R.122-18 du code de l'environnement, la présente décision devra être jointe au dossier d'enquête publique ou autre procédure de consultation du public.

Pour la mission régionale d'autorité  
environnementale Auvergne-Rhône-  
Alpes, sa présidente

Véronique Wormser

<b>Voies et délais de recours</b>
-----------------------------------

**Cas d'une décision sur recours gracieux qui dispense d'évaluation environnementale**

Les décisions dispensant d'évaluation environnementale peuvent faire l'objet d'un recours contentieux qui doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux.

*Où adresser votre recours contentieux ?*

- Auprès du tribunal administratif territorialement compétent pour connaître du recours contentieux contre l'acte approuvant le document de planification (cf. article R. 312-1 du code de justice administrative).